

2012-12-10

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Résultats et situation financière des sociétés en 2011

(Article publié dans la Revue économique de décembre 2012)

Sur l'ensemble de 2011, la valeur ajoutée totale des sociétés non financières a progressé de 3,1 % à prix courants. Il s'agit d'un ralentissement par rapport à 2010, année durant laquelle elle avait rebondi de 5,5 %. Ce ralentissement a eu deux causes concomitantes. D'une part, le montant des achats a continué de croître vigoureusement, en raison, notamment, du nouveau renchérissement sensible des inputs. Pour mémoire, en moyenne sur l'ensemble de 2011, l'augmentation des prix a atteint 31,3 % pour les matières premières énergétiques et 14,3 % pour les matières premières industrielles. D'autre part, la croissance du chiffre d'affaires s'est légèrement tassée, bien que les sociétés aient répercuté une partie de la hausse des coûts sur leurs prix de vente.

Dans le même temps, les frais de personnel ont progressé en 2011, sous l'effet de l'augmentation conjuguée de l'emploi et des coûts salariaux horaires. La croissance des dotations d'amortissement s'est quant à elle redressée, dans un contexte de reprise des investissements. Au total, les charges d'exploitation se sont accrues de 4,4 %, soit un rythme de progression nettement plus rapide que celui observé au cours des deux années précédentes. Cette combinaison de hausse des coûts et d'activité moins dynamique a conduit à une légère érosion du résultat net d'exploitation en 2011 (-2,4 %), après le vif rebond de 2010 (+28,7 %). Dans l'ensemble, les performances des entreprises ont donc été affectées par la dégradation conjoncturelle qui s'est progressivement marquée à partir du deuxième trimestre de 2011.

L'analyse en fonction de la taille montre que les évolutions ont été nettement plus favorables aux PME: la valeur ajoutée de ces dernières s'est accrue de 6,3 % en 2011, contre 2,0 % pour les grandes entreprises. De même, alors que le résultat d'exploitation des grandes entreprises s'est replié de 6,8 %, celui des PME a encore progressé de 9,7 %. De manière générale, les grandes entreprises sont plus sensibles aux cycles économiques, en raison de leur plus forte orientation vers les activités industrielles et le commerce international. Si les grandes entreprises ont été significativement plus affectées par la détérioration de la conjoncture, il faut rappeler que la reprise de 2010 leur avait beaucoup plus profité.

Ces évolutions ont eu des répercussions sur la rentabilité des sociétés. En 2011, quel que soit l'indicateur retenu, la rentabilité des PME a poursuivi le rétablissement amorcé en 2010. Sur l'ensemble des deux dernières années, le redressement des PME a été particulièrement prononcé en ce qui concerne les ratios globalisés, au point de renouer, dans certains cas, avec les niveaux observés avant la récession de 2008-2009. Au contraire, la rentabilité des grandes entreprises s'est contractée en 2011, de sorte que plusieurs des ratios étudiés sont retombés à un niveau inférieur à celui enregistré lors du creux de 2009. Les grandes entreprises ont notamment vu leurs marges chuter, spécialement dans les branches les plus exposées à l'environnement international et au renchérissement des matières premières (c'est-à-dire l'industrie manufacturière, le transport et le commerce de gros).

L'analyse des tendances sectorielles depuis l'éclatement de la crise financière montre que l'évolution des branches d'activité a été largement fonction de leur degré d'exposition aux fluctuations du commerce mondial. Ainsi, les deux branches qui ont le plus reculé depuis 2007 sont le textile et la métallurgie. Le textile fait face depuis très longtemps à la concurrence internationale, en particulier celle des pays à bas coûts. La métallurgie, quant à elle, a particulièrement souffert de la récession de 2008-2009, dont la mise à l'arrêt de certaines unités de production. À l'opposé, la valeur ajoutée s'est encore nettement accrue dans l'industrie pharmaceutique, en raison de l'augmentation de la production et du taux de valeur ajoutée élevé dont bénéficie cette branche. De manière générale, dans le prolongement des tendances de long terme, les fluctuations conjoncturelles des dernières années ont été beaucoup plus favorables aux branches non manufacturières. C'est dans l'énergie et l'eau que la hausse des performances a été la plus prononcée. Dans une moindre mesure, les services aux entreprises, l'immobilier, le commerce de détail et l'horeca ont également enregistré une croissance supérieure à la moyenne. Dans leur ensemble, ces branches ont bénéficié de la relative fermeté de la demande intérieure depuis 2008.

L'article présente également les contributions sectorielles à la croissance de chaque région, pour la période 2001-2011. Cette décomposition fait apparaître un certain nombre de particularités régionales. Ainsi, la Flandre se distingue notamment par les contributions plus conséquentes fournies par le transport, la métallurgie, le raffinage et le commerce de matières premières et de produits industriels. En Wallonie, l'industrie pharmaceutique et les services financiers auxiliaires ont apporté des contributions nettement plus importantes que dans les deux autres régions. Enfin, en raison des spécificités de son économie, Bruxelles n'a été soutenue que par le secteur tertiaire, en particulier les services aux entreprises, l'énergie et, dans une moindre mesure, l'immobilier et l'horeca. À l'opposé, le commerce de gros, le transport et la construction ont eu une contribution nettement plus limitée dans la capitale.

La dernière partie de l'article décrit les développements récents en matière de stocks. En ce qui concerne les ratios de rotation, c'est dans l'industrie manufacturière que les fluctuations les plus significatives ont eu lieu ces dernières années. La rotation s'y est sensiblement intensifiée entre la fin des années 1990 et le milieu des années 2000, ce qui signifie que, pour un niveau d'activité donné, le stock a diminué. Cette évolution reflète une gestion des stocks plus rigoureuse marquée, entre autres, par l'emprise croissante de principes tels que le *just in time*. La rotation s'est ensuite érodée, sous l'effet de la récession de 2008-2009 et de la difficulté des entreprises à anticiper l'évolution de l'activité. Le redressement de la rotation des stocks en 2010 et en 2011 montre toutefois que leur gestion s'est adaptée aux évolutions macro-économiques récentes. Dans les autres branches d'activité, la rotation est demeurée plus stable sur l'ensemble de la période étudiée.